

LAWSON, Philip, *The Imperial Challenge. Quebec and Britain in the Age of the American Revolution*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1989. 192 p.

Pierre Tousignant

Volume 44, numéro 3, hiver 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304910ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304910ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tousignant, P. (1991). Compte rendu de [LAWSON, Philip, *The Imperial Challenge. Quebec and Britain in the Age of the American Revolution*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1989. 192 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44(3), 435–438. <https://doi.org/10.7202/304910ar>

LAWSON, Philip, *The Imperial Challenge. Quebec and Britain in the Age of the American Revolution*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1989. 192 p.

Ce livre est le fruit d'une singulière ambition: revivifier l'intérêt pour l'histoire de l'empire britannique de l'après-conquête du Canada en renouant avec la tradition historiographique de l'«Imperial School». L'entreprise paraissait d'autant plus séduisante que l'un des plus illustres représentants oxfordiens de l'«Imperial School», Sir Reginald Coupland, avait produit sous le titre de *The Quebec Act. A Study in Statesmanship* (1925) un ouvrage qui cadrerait parfaitement avec les préoccupations historiques du professeur Lawson.

Le titre même, *The Imperial Challenge*, traduit bien toute l'importance que revêt aux yeux de ce professeur d'histoire de l'Université de l'Alberta le problème de l'incorporation de la province de Québec dans l'empire britannique après le traité de Paris de 1763. C'est d'ailleurs dans une perspective métropolitaine que l'auteur aborde «la Question du Québec» pour en étudier le retentissement et les rebondissements devant l'opinion publique, dans les milieux de l'administration gouvernementale et au Parlement britannique. Ainsi couvre-t-il la période qui s'étend des lendemains de la conquête à l'Acte de Québec de 1774.

Tout historien dont l'ambition première est de renouveler l'historiographie doit nécessairement en posséder une connaissance approfondie sinon il risque fort de se faire illusion quant à l'originalité de sa contribution scientifique. Le professeur Lawson n'a pas échappé à ce risque comme en témoignent ses très sommaires considérations historiographiques. Il n'est que de lire le passage suivant pour le constater et le déplorer:

Judgment on the policy in the past alternated between seeing the [Quebec] act as a piece of imperial statesmanship and seeing it as an instrument of arbitrary government. More recently the view has fluctuated between three points: the French Canadian school [!!!], which examines the effect of British policy in general on the Society of New France; the economic determinism associated with the work of [Fernand] Ouellet; and finally Neatby's view that the act merely represented a ratification of local realities after the conquest. (p. 144-145)

En voyant ainsi déformée son interprétation de l'Acte de Québec, l'historienne Hilda Neatby — eut-elle été encore de ce monde — aurait sans doute répliqué: «An act of such a kind, passed at such a time, and applying to such territory, could not be seen merely as the clearing away of unfinished business in the St Lawrence Valley. It was imperial legislation, dealing with a difficult imperial problem at a time of crisis in imperial relations.» (*Quebec. The Revolutionary Age, 1760-1791*, Toronto, 1966, p. 125).

La principale faiblesse de l'ouvrage consiste à prétendre au renouvellement de l'interprétation historique à partir d'une connaissance lacunaire de l'historiographie. L'auteur manifeste cette prétention dès le premier chapitre qui porte sur les négociations de paix et la cession du Canada. Il y affirme que le temps est venu de démystifier «une fois pour toutes» la controverse «Canada versus Guadeloupe» en produisant «une nouvelle synthèse fondée sur une combinaison des points saillants des divers arguments» mis de l'avant par les historiens (p. 14). Mais son exposé n'apporte aucune «nouvelle synthèse» par rapport à l'abondante historiographie sur le sujet.

C'est en abordant le deuxième chapitre que l'auteur énonce les éléments fondamentaux de sa problématique. Le titre même de l'ouvrage trouve sa raison d'être dans l'énoncé du premier paragraphe: «Quebec presented the sort of social, economic, and constitutional challenges that defied an empirical palliative» (p. 25). Ainsi qualifie-t-il la Proclamation royale de 1763 qui lui apparaît comme une mesure politique improvisée et vouée à l'échec. Ce deuxième chapitre fournit une bonne mise au point des principaux facteurs qui expliquent le recours à un tel «palliatif empirique».

Le troisième chapitre est consacré à la première année du gouvernement civil de la province de Québec et aux tribulations du gouverneur James Murray. Encore là, l'historiographie existante limite les possibilités de renouvellement de l'interprétation. Le professeur Lawson a cependant le mérite d'avoir su mettre en évidence l'importance du rôle joué auprès du gouvernement métropolitain par le secrétaire civil du gouverneur Murray, Hector-Theophilus Cramahé, qui fut envoyé à Londres pour éclairer les autorités impériales sur la situation de l'ex-colonie française et les besoins des nouveaux sujets britanniques. Pour sa part, le gouverneur Murray nous est présenté comme ayant grandement contribué à opérer un changement lourd de conséquences dans la manière de voir et de penser le cas du Québec.

Les quatrième et cinquième chapitres qui couvrent les années 1765 à 1770 constituent les parties les plus originales du point de vue de la contribution à la connaissance historique. Il vaut de signaler qu'il s'agit précisément de la période couverte par la thèse doctorale de l'auteur (*Faction in Politics: George Grenville and his Followers, 1765-1770*, thèse de Ph.D., University of Wales, 1980). Ainsi apparaît-il familier avec le fonctionnement de l'administration gouvernementale et démontre-t-il une bonne maîtrise des dossiers importants qui ont retenu l'attention des autorités responsables des questions coloniales.

Il ne saurait faire de doute, comme le laisse bien voir l'auteur, que le ministère du marquis de Rockingham, malgré une seule année au pouvoir, de

juillet 1765 à juillet 1766, se distingua par l'attention particulière qu'il porta aux problèmes du Québec, notamment à l'administration de la justice et à la question religieuse. À défaut d'avoir eu le temps de mûrir une solution de rechange à la Proclamation royale de 1763, ce ministère engagea le gouvernement métropolitain dans un processus de révision politique qui allait finalement aboutir à la législation de 1774.

Le sixième chapitre intitulé «The Quiet Revolution» nous conduit au cœur de la problématique de l'auteur. «In 1770 a quiet revolution in British thinking and policy-making on Quebec began, which by 1773 had paved the way for parliamentary legislation» (p. 108). Ainsi le professeur Lawson trouve-t-il justification à reprendre et à réécrire l'histoire de l'élaboration de cette législation impériale qui, selon lui, marqua «a truly radical departure» de l'héritage politico-constitutionnel de la «Révolution glorieuse» de 1688-1689 (p. 145). Si l'Acte de Québec suscita de nombreux et vifs débats tant dans l'opinion publique qu'au parlement impérial, ce fut précisément parce qu'il remettait en question la suprématie du régime constitutionnel anglo-protestant dans le cadre de l'empire britannique.

La reprise de l'histoire de l'Acte de Québec laissait espérer une reconstitution renouvelée, fondée sur une analyse approfondie du processus d'élaboration, depuis le projet de loi initial jusqu'aux modifications et transformations finales. De ce point de vue, non seulement l'ouvrage du professeur Lawson n'apporte-t-il rien de neuf, mais il demeure bien en deçà de ce que nous apprend à ce sujet l'imposante étude de Vincent T. Harlow, *The Founding of the Second British Empire, 1763-1793* (London, 1954-1964, 2: 664-714).

L'auteur donne la juste mesure de son niveau d'approfondissement lorsqu'il présente le solliciteur général Alexander Wedderburn comme le maître d'œuvre de toute l'opération législative. Ce «génial» légiste ayant réussi à assimiler tout ce qu'il avait à apprendre sur le Québec produisit un rapport destiné à être la source d'inspiration et de promotion du projet de loi. «Historians really need look no further than this document for the immediate source and impetus behind the Quebec legislation» (p. 123). Point n'est besoin de pousser plus loin la recherche puisqu'il importe avant tout de considérer la signification et la portée de cette législation parlementaire «unique et cruciale pour l'histoire du vieil empire Atlantique» (p. 126).

Dans le septième et dernier chapitre intitulé «An Elastic Spirit in our Constitution», l'auteur passe en revue les différentes expressions d'opinions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'enceinte parlementaire. Il y voit la confirmation de sa problématique: «The challenge of Quebec obliged the British to think deeply about fundamental constitutional questions affecting their own lives» (p. 126). La névralgique question de la tolérance à l'endroit de la religion catholique des nouveaux sujets britanniques constitua la principale source de clivage des opinions et des affrontements. À cet égard, l'auteur souligne à juste titre que le ministère de lord North fit preuve d'ouverture d'esprit. Mais de là à conclure qu'il y avait «un consensus» parmi les élites sociales et politiques de la nation anglaise pour considérer le Québec

comme un «cas spécial» et y favoriser la tolérance religieuse (p. 144) c'est prendre le risque de déborder largement le cadre de sa problématique et de la priver de sens.

Toute interprétation de l'Acte de Québec ne devrait jamais perdre de vue que ce «plan de conciliation» (selon la désignation du sous-secrétaire d'État William Knox) avait été conçu comme une mesure «essentiellement temporaire», ainsi que dut le rappeler le solliciteur général Alexander Wedderburn. Il n'est que de relire le célèbre *Rapport* de lord Durham (1839) pour comprendre que le «cas spécial» du Québec était encore loin d'être bien accepté dans les milieux dirigeants britanniques soixante-cinq ans après l'adoption de la législation de 1774.

La revision du texte a souffert de quelques négligences d'attention dont voici les plus frappantes: le nom du juge William *Hey* a été confondu avec celui de William *Gregory* (p. 65, 2^e ligne); le nom du marquis de *La Galissonnière* a été maltraité (p. 17, 15^e ligne, et index, p. 190); l'historien Bernard Donoughue apparaît coiffé du titre de *Lord* plutôt que celui de professeur (p. 128, fin du deuxième paragraphe). Dans l'ensemble la présentation matérielle du livre, sous une jaquette attrayante, est soignée.

Département d'histoire
Université de Montréal

PIERRE TOUSIGNANT